

Budget communal pour l'exercice 2026

La Municipalité de Vevey, agissant en vertu de la loi du 16 mai 1989 sur l'exercice des droits politiques en ce qui concerne le référendum communal, informe les électrices et les électeurs que, **dans sa séance du 4 décembre 2025**, le Conseil communal a décidé :

- d'adopter **tel qu'amendé**, à une large majorité (huit avis contraires, dix abstentions), le préavis **N° 34/2025**, concernant le « **Budget communal pour l'exercice 2026** », qui présente les résultats suivants :

Charges	CHF	165'685'500.00
Revenus	CHF	155'950'900.00
Excédent de charges	CHF	9'734'600.00
Autofinancement	CHF	112'700.00

Conformément à la loi sur l'exercice des droits politiques (LEDP), référendum en matière communale (art. 160 alinéa 2) le budget pris dans son ensemble, ainsi que la gestion et les comptes ne peuvent faire l'objet d'une demande de référendum.

La demande de référendum relative au budget précise les rubriques de la classification administrative qui font l'objet de cette demande; le corps électoral se prononce séparément sur chacune d'elles (art. 161 al. 1).

Le référendum doit être annoncé par écrit à la Municipalité dans un délai de dix jours après l'affichage des décisions communales, y compris quand elles doivent faire l'objet d'une approbation préalable et 10 jours après la publication dans la FAO en cas d'approbation cantonale postérieure (art. 162 et 163 al. 1 LEDP). Si la demande de référendum satisfait aux exigences, la Municipalité prendra formellement acte de son dépôt, autorisera la récolte des signatures, scellera la liste et informera le comité du nombre minimum de signatures requis; le titre et le texte de la demande de référendum seront affichés au pilier public (art. 163 al.3 LEDP). Le délai de récolte des signatures sera de 30 jours dès l'affichage de l'autorisation de récolte des signatures prévu à l'art 164 LEDP. Enfin, si le délai référendaire court durant les jours de Noël, de Nouvel An ou de Pâques, il sera prolongé de 5 jours. Si ce délai court pendant la période allant du 15 juillet au 15 août, il sera prolongé de 10 jours (art. 134 LEDP par analogie).



VILLE DE VEVEY

Affiché au pilier public

du : 06.12.2025 au : 15.12.2025

Secrétariat municipal, le 5 décembre 2025

Budget 2026 de la communauté intercommunale d'équipements du Haut-Léman (CIEHL)

Budget 2026 de l'Entente intercommunale sur la taxe de séjour et sur la taxe sur les résidences secondaires Riviera – Villeneuve (CITS)

Budget 2026 du Fonds culturel Riviera (FCR)

La Municipalité de Vevey, agissant en vertu de la loi du 16 mai 1989 sur l'exercice des droits politiques en ce qui concerne le référendum communal, informe les électrices et les électeurs que, dans sa séance du **4 décembre 2025**, le Conseil communal a décidé :

- d'adopter à l'unanimité, le préavis **N° 31/2025** concernant le **Budget 2026 de la Communauté intercommunale d'équipements du Haut-Léman (CIEHL)** ;
- d'adopter à la quasi-unanimité (une abstention), le préavis **N° 32/2025** concernant le **Budget 2026 de l'Entente intercommunale sur la taxe de séjour et la taxe sur les résidences secondaires Riviera – Villeneuve (CITS)** ;
- d'adopter à une large majorité (quatre abstentions), le préavis **N° 33/2025** concernant le **Budget 2026 du Fonds culturel Riviera (FCR)** ;

Conformément à la loi sur l'exercice des droits politiques (référendum en matière intercommunale), l'article 166 alinéa 2 est applicable, les articles 160, alinéa 2, et 161 sont applicables par analogie. Le budget pris dans son ensemble, ainsi que la gestion et les comptes ne peuvent faire l'objet d'une demande de référendum (art. 160 alinéa 2). La demande de référendum relative au budget précise les rubriques de la classification administrative qui font l'objet de cette demande; le corps électoral se prononce séparément sur chacune d'elles (art. 161 al. 1).

Le référendum doit être annoncé par écrit à la Municipalité dans un délai de dix jours après l'affichage des décisions communales, y compris quand elles doivent faire l'objet d'une approbation préalable et 10 jours après la publication dans la FAO en cas d'approbation cantonale postérieure (art. 162 et 163 al. 1 LEDP). Si la demande de référendum satisfait aux exigences, la Municipalité prendra formellement acte de son dépôt, autorisera la récolte des signatures, scellera la liste et informera le comité du nombre minimum de signatures requis; le titre et le texte de la demande de référendum seront affichés au pilier public (art. 163 al.3 LEDP). Le délai de récolte des signatures sera de 30 jours dès l'affichage de l'autorisation de récolte des signatures prévu à l'art 164 LEDP. Enfin, si le délai référendaire court durant les jours de Noël, de Nouvel An ou de Pâques, il sera prolongé de 5 jours. Si ce délai court pendant la période allant du 15 juillet au 15 août, il sera prolongé de 10 jours (art. 134 LEDP par analogie).



VILLE DE VEVEY
Affiché au pilier public

du : 06.12.2025 au : 15.12.2025

Secrétariat municipal, le 5 décembre 2025